



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org



Le développement de l'agrobusiness

Transformer la vie rurale pour créer des richesses



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL



Accelerated Agribusiness
and Agro-Industries
Development Initiative

Copyright © 2013 pour l'Organisation des Nations Unies
pour le Développement Industriel



Les appellations utilisées et la présentation du matériel de cette publication n'impliquent nullement l'expression d'une quelconque opinion de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) concernant le statut juridique des pays, des territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les appellations telles que «industrialisés», «développés» ou «en développement» sont utilisées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement sur le stade atteint par un pays ou une région particulière dans le processus de développement. La mention de noms de sociétés ou de produits commerciaux n'implique pas leur approbation de la part de l'ONUDI.



Lutter contre la pauvreté en renforçant la chaîne de valeur

Les problèmes que rencontrent les pays en voie de développement et les pays à économie en transition sont nombreux et redoutables : une pauvreté répandue, de faibles niveaux de productivité, un développement des infrastructures insuffisant, des marchés mal intégrés, et ce particulièrement en zones rurales. Ces problèmes sont exacerbés par une organisation industrielle sous-développée des zones rurales, constituée de petites et moyennes entreprises reliées aux marchés mondiaux de manière inégale, et par un manque d'emplois et d'opportunités entrepreneuriales chez les catégories les plus vulnérables, telles que les femmes et les jeunes.

Une grande part des ressources est utilisée pour satisfaire la demande en produits agricoles, via des mises à niveau technologiques, que sont principalement des semences, des engrais et des systèmes d'irrigation. Peu de cas a été fait de la chaîne de valeur qui permet pourtant l'arrivée des produits jusqu'aux consommateurs locaux et étrangers. On constate l'ampleur des opportunités manquées, lorsque l'on considère la quantité de gains supplémentaires que la chaîne de valeur a la capacité de générer, entre l'étape de la production et celle de la consommation, en termes de richesse et d'emploi. Alors que des pays industrialisés ont une valeur ajoutée de plus de \$200 par tonne de produits agricoles, les pays en voie de développement en obtiennent pour moins de \$50. Les pays à hauts revenus transforment 98% de leur production agricole, pendant que les pays en voie de développement en transforment 30%. Le manque à gagner est clair, sachant que les agro-industries des pays en voie de développement génèrent 40% à 60% de leur valeur ajoutée manufacturière, et que la part de leurs produits agricoles compte pour près de la moitié de leurs exportations.

Les tendances actuelles d'intégration économique mondiale et régionale, d'urbanisation, de privatisation et le rôle décroissant des gouvernements nationaux, constituent pour les agro-industries autant de menaces et d'opportunités. La pénétration de l'économie de marché dans les zones reculées offre des opportunités dans les domaines de la production et de la transformation de nouveaux produits. Cela génère également des défis importants, particulièrement pour les économies en développement et en transition dans lesquelles le secteur agro-industriel se confronte à une compétition de plus en plus rude, et se heurte à la volatilité des marchés.

Face à ces obstacles, les gouvernements et les institutions d'appui doivent effectuer des changements fondamentaux en termes de politique, de stratégie, des compétences de la main d'œuvre et des liens organisationnels, pour répondre à l'évolution des marchés mondiaux et promouvoir l'emploi durable dans le secteur agro-industriel. Les institutions d'appui telles que les centres d'appui technologique, les associations professionnelles, les organisations non-gouvernementales et les entreprises privées de conseil, sont souvent constituées de cadres insuffisamment familiers avec les exigences des marchés régionaux et internationaux.

Pour aider les économies de développement et en transition à faire face à ces enjeux, l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) s'appuie sur l'expertise de la Branche pour le développement de l'agrobusiness [ci-après « la Branche »]. Grâce à ses services variés et étroitement liés, la Branche permet un renforcement des compétences et du réseau agro-industriel,



accroissant ainsi les opportunités de valeur ajoutée, vecteurs de transformation rurale et d'une amélioration durable des conditions de vie. L'étendue de l'assistance fournie par la Branche dépasse le cadre des agro-industries urbaines et touche les pauvres et les populations rurales marginalisées en situation post-crise, grâce à la fourniture de services tels que le développement des compétences, l'offre d'équipements agricoles d'urgence et la réhabilitation des industries alimentaires.



Dans la lignée des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et des priorités thématiques de l'ONUDI (en premier lieu « La réduction de la pauvreté par les activités productives »), la Branche contribue à une croissance économique durable et équitable qui a pour visée une réduction de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté dans les pays en voie de développement. Elle parvient à cet objectif en fournissant une assistance technique, qui se traduit par exemple par des interventions directes, et par une offre de conseils en matière de politique incitative qui a pour but d'augmenter la flexibilité, la productivité et la compétitivité des agro-industries.

La Branche gère une grande part des ressources attribuées à l'assistance technique de l'Organisation, ainsi qu'une part conséquente des financements des bailleurs. Elle offre ses services via trois unités constituantes, qui souvent, joignent leurs efforts dans des domaines tels que la recherche, la conception et l'exécution de projets spécifiques.



L'Unité spécialisée dans la **Technologie Agro-industrielle** fournit une assistance technique dans les secteurs du cuir, du textile, des produits forestiers ligneux et non-ligneux, et aide à améliorer les équipements agricoles et agro-industriels.

L'Unité du **Développement de l'Agrobusiness et de la Sécurité Alimentaire** encourage l'investissement dans l'agrobusiness et le développement de la chaîne de valeur. Elle mène des interventions d'appui aux efforts déployés pour garantir la sécurité alimentaire dans le cas, le plus souvent, de zones rurales en situation post-crise.

L'Unité d'Entrepreneuriat Rural et de Sécurité Humaine soutient la mise en place de petites entreprises dans les zones rurales, aide à créer de l'emploi et à susciter des opportunités entrepreneuriales pour les catégories les plus vulnérables de la population telles que les femmes, les jeunes, et les victimes de conflits armés et de cataclysmes naturels.

Les services rendus par la Branche touchent aux domaines suivants :

Une offre de conseils pour des possibilités de développement techno-économique pour renforcer le secteur agro-industriel et encourager l'intégration équitable des agro-entreprises dans une économie de marché. Une attention particulière est également portée aux études de faisabilité, aux évaluations de potentiel économique et d'impact environnemental, à l'approvisionnement international et à l'organisation des marchés.

Un renforcement des compétences aux niveaux institutionnel et industriel est nécessaire à l'amélioration de la productivité industrielle et de la performance commerciale. Le point focal est le renforcement des institutions d'appui technique et des associations professionnelles, ainsi que la création de centres de conception et de technologie, et d'unités de démonstration pour les technologies de base et avancées.

Un soutien aux agro-industries pour améliorer leur productivité et leur efficacité, augmenter leur degré d'intégration dans les chaînes de valeur mondiales et promouvoir la diversité des moyens de subsistance en milieu rural. Ceci implique un perfectionnement des compétences, des méthodologies et des lignes directrices de travail, une optimisation des procédés, la diffusion de systèmes d'agro-ingénierie, l'innovation et la diversification des produits, la conformité aux normes de qualités et environnementales, la participation aux salons et aux missions commerciales.

Assumer des fonctions de forum mondial telles que la participation aux travaux des organisations internationales et aux corps normatifs ; la promotion de la recherche dans les produits nouveaux et prioritaires ; la préparation de manuels de formation et de kits d'outils sur les agro-procédés et technologies ; la diffusion de données agro-industrielles pour faciliter la prise de décision. Les bénéficiaires directs incluent les décideurs politiques, les institutions d'appui – centres de recherche et de développement, centres de formation professionnelle, associations professionnelles, chambres de commerce et d'industrie – et tous types d'agro-entreprises.

Le développement de projets et leur implantation bénéficient d'initiatives menées de manière conjointe avec d'autres branches de l'ONUDI et agences internationales, avec lesquelles l'ONUDI entretient une coopération de longue date ; parmi celles-ci l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Fonds International pour le Développement de l'Agriculture (FIDA), le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).



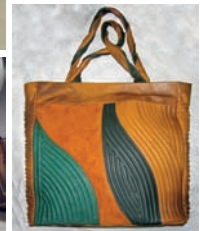
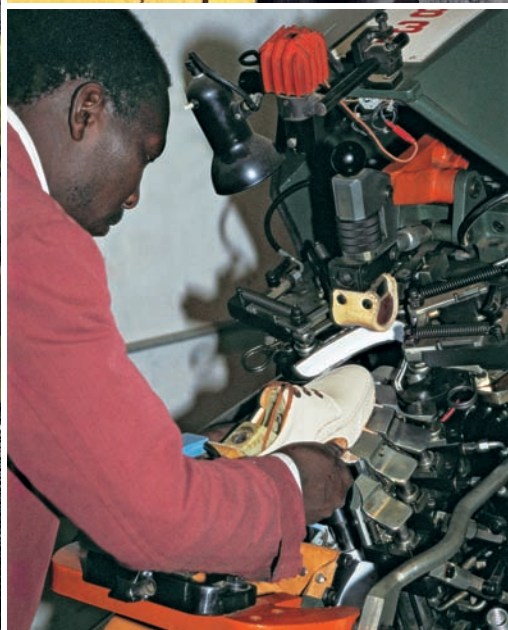
De nombreux pays en développement sont des producteurs importants de matières premières que sont le coton, les peaux ou le bois. Trop souvent, ces produits quittent leurs pays d'origine à l'état brut, ce qui prive les exportateurs de valeur ajoutée domestique et de devises. Les industries basées sur l'agriculture requièrent typiquement une main d'oeuvre importante, souvent mobilisée parmi les catégories les plus vulnérables de la population. De ce fait, améliorer la performance de ces industries peut avoir un impact positif direct sur la création d'emplois et sur la sécurité humaine.

Le textile : tisser l'essence de produits compétitifs

La pression des coûts, la surproduction et une compétition aigüe menacent les secteurs du textile et des vêtements à travers le monde. Le paradigme change d'une activité d'assemblage de base, à une offre de services « tout compris » (conception, approvisionnement en tissu, garnitures et logistique), qui nécessite des compétences et un savoir supplémentaires, conférés via une formation spécialisée. Aussi, l'obstacle classique des barrières douanières a tendance à être remplacé par la nécessité des producteurs de se conformer aux normes environnementales et de la qualité, telles qu'ISO9000 et l'éco-étiquetage, que les fabricants des pays en voie de développement ont du mal à satisfaire.

La Branche soutient les producteurs conventionnels et informels du textile et du vêtement, en les orientant vers une technologie plus appropriée et une diversification de leurs produits, et elle les aide à identifier les opportunités de marché. Le point focal est la création de valeur ajoutée via la transformation de fibres naturelles, telles que la soie, la fibre de coco, le coton et le jute. Le développement de produits dans ce secteur en particulier, est facilité par la mise en place de centres de conception. La colorimétrie informatique et la correspondance des couleurs aident les entreprises à améliorer la qualité des produits et à réduire la pollution. Pour mieux diffuser l'acquisition de ces compétences base aux zones les plus pauvres, la Branche réalise des manuels et des CD-ROMs destinés à la formation d'opérateurs de machines à coudre.

Depuis mi-2010, le Bangladesh a été sélectionné comme bénéficiaire d'un large projet exécuté par la Branche et financé par l'Union Européenne et la Norvège. Un travail amélioré du textile et des vêtements fournit son aide dans l'amélioration de la compétitivité de ce secteur qui occupe une part importante dans le PIB et les exportations du pays. Des modules de formation à effets rapides touchant au domaine du textile et du prêt-à-porter ont été spécialement conçus pour répondre aux attentes de mise à niveau des compétences. À l'heure actuelle, quelques, 1,100 gestionnaires et superviseurs, et 500 designers et techniciens, ont reçu une formation. Des professionnels du textile, des représentants du gouvernement et des professeurs ont participé à des voyages d'études, ainsi qu'à des ateliers et des cours de formation en Espagne, en France, en République Tchèque et au Royaume-Uni. Des alliances stratégiques se sont aussi formées entre les institutions d'appui du Bangladesh, et les universités techniques et les agences d'assistance au développement allemandes, tchèques et britanniques, qui ont pour but d'assurer la pérennité des résultats du projet.

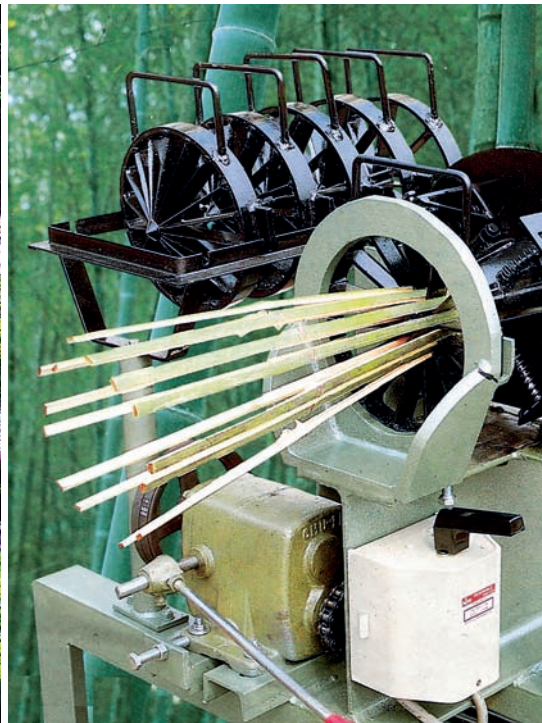


Les cuirs et les peaux sont des sous-produits importants du secteur de l'industrie de la viande. Ce sont des sources majeures en devises internationales, qui nécessitent des investissements relativement faibles dans l'étape de transformation. La fabrication du cuir et des produits en cuir nécessite beaucoup de main d'oeuvre ce qui en fait une source clef de création d'emploi, surtout pour les femmes. Cependant, les tanneries doivent faire face à d'importants risques de pollution, et sont la cible d'un examen public continu et de réglementations très strictes.

L'industrie du cuir : de nouvelles voies vers les marchés mondiaux

Le développement des compétences et la mise à niveau technologique de l'intégralité des opérations de la chaîne de valeurs du cuir ont longtemps été la pierre angulaire du soutien de l'ONUDI. Les bénéficiaires des entreprises recevant une assistance pilote incluent des gains de productivité et une augmentation notable de la qualité des produits. En établissant et en soutenant les associations professionnelles et les centres de formation, la Branche garantit l'extension de ces améliorations à la performance industrielle. L'assistance pratique dans le domaine du marketing a permis aux entreprises de capitaliser sur une meilleure qualité de produit et sur de nouvelles compétences en matière de conception, afin d'accroître leurs revenus à l'exportation. Ces dernières années, la Branche a réussi à promouvoir le mécanisme de sous-traitance comme moyen rapide et efficace de pénétration du marché mondial. Les entreprises assistées par la Branche ont perfectionné leur contrôle de la pollution dans les usines et en bout de chaîne, afin de se conformer aux normes de rejet et éviter d'encourir de lourdes pénalités. La Branche met enfin l'accent sur le recyclage et l'élimination propre des déchets, ainsi que sur la sécurité et la salubrité des postes de travail dans l'industrie.

Depuis 1977 des représentants du gouvernement, éducateurs, chercheurs, techniciens et gestionnaires de par le monde participent en nombre croissant aux rencontres sous l'égide de ce qui est devenu le forum des industries du cuir et de ses dérivés le plus actif des pays en voie de développement. Le Groupe de l'Industrie du Cuir et des Produits du Cuir de l'ONUDI est un salon d'idées dans lequel des professionnels du cuir du plus haut niveau s'efforcent d'élaborer des solutions aux défis rencontrés dans le secteur. Le Groupe se réunit tous les deux ans dans un pays clef de l'industrie, permettant ainsi à l'ONUDI de peaufiner ses stratégies d'assistance au développement. Tenu en 2010 à Addis Ababa en Éthiopie, la 17^{ème} réunion du Groupe a donné lieu à une douzaine de recommandations spécifiques qui ont orienté le travail des experts de l'ONUDI dans le domaine du cuir pour les deux années suivantes. Cela a marqué une étape importante pour un pays où le secteur du cuir est en pleine croissance grâce entre autres à l'assistance de l'ONUDI. En septembre 2012 durant l'All-China Leather Exhibition de Shanghai, le Groupe s'est réuni pour la seconde fois dans ce pays qui joue un rôle prédominant sur la scène internationale, particulièrement dans l'industrie de la chaussure, et qui en tant que tel est devenu une source importante de sous-traitance pour les pays en voie de développement. Hua Jian Industrial Holdings a récemment annoncé un prochain investissement de 2 milliards de dollars destiné, durant les dix prochaines années, au secteur créatif des centres de fabrication de chaussures qui va créer 100,000 nouveaux emplois en Éthiopie.



Les produits forestiers ligneux et non-ligneux, tels que le bambou, sont des ressources naturelles renouvelables très polyvalentes qui peuvent alimenter les industries de la transformation nécessitant une grande quantité de main d'oeuvre. Cependant, dans le secteur ligneux des pays en voie de développement, le processus de première transformation est peu efficace, et le segment de la transformation secondaire est très limité (meubles, matériaux de construction). Le secteur souffre également de la faible qualité des produits et de l'obsolescence de leur conception, qui limitent de manière importante l'accès aux marchés mondiaux.

Les produits ligneux : construire des chaînes de valeur vertes

Le domaine ligneux est à la fois composant essentiel et ingrédient controversé du secteur agro-industriel de nombreuses économies en voie de développement. Si c'est une source importante d'emplois et de revenus, le secteur est en prise à des difficultés d'ordre environnemental. La Branche a un long bilan de succès dans la promotion d'une part importante des opérations effectuées dans la création de valeur ajoutée dans les produits ligneux, et elle permet une utilisation durable des ressources forestières. Les régimes de licences forestières et les projets de plantation, de réduction des déchets au cours de la transformation primaire et d'utilisation de la production de déchets et de sous-produits (tels que la génération d'énergie), sont constamment promus par la Branche, dans ses efforts de mise en place de chaînes de valeur vertes dans le secteur.

Se reposant principalement sur la coopération Sud-Sud pour le transfert technologique, la Branche a contribué au développement de l'industrie du bambou sur trois continents. Consommés dans l'alimentation, transformés en panneaux de construction ou en planchers, de nombreux produits industriels dérivés du bambou sont exportés en quantités considérables à partir de pays en voie de développement. Une conséquence de plus en plus présente de ce développement est l'augmentation d'opportunités d'emplois dans les zones rurales les plus reculées. Les principaux moyens de développement du secteur du bambou sont les centres technologiques créés ces dernières années en étroite collaboration avec les partenaires nationaux. Ces derniers fournissent des formations de compétences techniques, préparent des manuels et des études de faisabilité et, organisés en réseau, sont devenus un réservoir mondial d'expertise.

Le Centre Technologique de Canne et de Bambou de l'État de d'Assam dans le Nord-Est de l'Inde a reçu le soutien de l'ONUDI dans ses efforts pour renforcer l'industrie locale du bambou. Cette amélioration s'est traduite par un accroissement des compétences de fabrication des entreprises et une diversification vers de nouveaux produits tels que jalousies et revêtements de sol.

Ce même centre, en conjonction avec le Centre ONUDI pour la Coopération Industrielle Sud-Sud basé en Inde, a joué un rôle catalytique dans un projet à Timor-Leste. Inauguré en 2008, le Centro Bambu de Tibar a capitalisé sur le développement de réseaux pour perfectionner les compétences de la main d'oeuvre locale, améliorer l'efficacité de l'utilisation des matières brutes et, surtout, étendre les possibilités du produit en insérant le médium des planches et des meubles. Le Centre de Tibar encourage également avec succès les bambouseraies et les opérations de plantation.



Les moyens de subsistance pour la plupart des foyers dans les pays en voie de développement continuent de dépendre de l'agriculture. Cependant, la productivité est généralement faible, suite principalement au manque de machines agricoles et d'outils. Une mécanisation adéquate est le moteur principal de la productivité et de la compétitivité agricoles. Elle permet la transition d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale, ainsi que l'accès au marché. Les améliorations faites aux machines agricoles répondent aux besoins spécifiques des agriculteurs locaux, entre autres des femmes, car elles réduisent les contraintes de temps et la quantité de déchets produits au cours des récoltes, augmentent la productivité et contribuent de manière considérable à la sécurité alimentaire. De plus, lorsque les cataclysmes naturels, les conflits armés et les épidémies amenuisent la disponibilité de main d'œuvre, ou que la main d'œuvre agricole se limite aux personnes âgées et aux jeunes, posséder des outils et machines adéquates aide à maintenir la production agricole à un niveau satisfaisant.

Les machines agricoles : des outils pour la sécurité alimentaire

La Branche participe à la réhabilitation et à la restructuration du fonctionnement des ateliers et des usines, qui conçoivent et fabriquent les machines agricoles et les outils. Elle aide les forgerons et autres fournisseurs de services ruraux à produire et maintenir un équipement standardisé qui réponde aux attentes locales. Elle facilite le transfert du matériel et des technologies innovantes aux institutions d'appui qui s'occupent des besoins des petites entreprises issues des secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, et qui ainsi les aident à améliorer leur compétitivité et leur accès au marché. La Branche remplit ces fonctions pour garantir la sécurité alimentaire et la génération de revenus, et elle porte un intérêt tout particulier à la dimension socio-environnementale de la mécanisation. Le soutien fourni par la Branche dans la composante technologique de l'agrobusiness profite à d'autres services de l'ONUDI qui se reposent sur les équipements agricoles comme facteur essentiel dans la poursuite de leurs efforts, et qui sont destinés à ajouter de la valeur aux produits de la terre et à élever le niveau de vie des communautés rurales.

La Branche a mené un projet de deux ans dans 43 villages ravagés par la guerre dans les régions de Ghazni et d'Herat en Afghanistan. Les agriculteurs possédant des petites parcelles de terre ont reçu des outils, des tracteurs et autres machines, ainsi qu'une formation pour améliorer leur production agricole et leurs compétences en matière de transformation alimentaire. L'impact de cette assistance a assuré une amélioration conséquente de la sécurité alimentaire et de la capacité des villageois à générer des revenus auxiliaires.

Marqués par une longue période de guerre civile, ainsi que par le tsunami de décembre 2004, deux districts de l'Est du Sri Lanka, Batticaloa et Trincomalee, ont bénéficié d'un projet financé par le Japon et mené sur quelques années par la Branche. Le projet est venu en aide à plus de 3,000 foyers issus des communautés rurales, revitalisé les activités agricoles et augmenté la productivité en remplaçant les méthodes traditionnelles manuelles par des pratiques agricoles efficaces et modernes et à la mécanisation des opérations. Les machines agricoles telles que tracteurs, motoculteurs et moissonneuses-batteuses de riz ont augmenté l'efficacité de la main d'œuvre et ouvert les portes sur un réel développement, dépassant l'agriculture de subsistance et la dépendance de l'assistance.

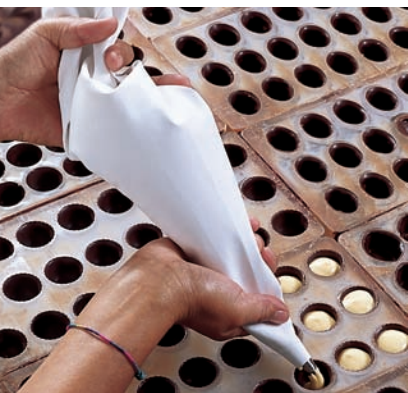


Le manque de technologies de transformation fragilise l'industrie alimentaire dans les pays en voie de développement. En outre, des pratiques de conservation inadéquates engendrent trop souvent la contamination des aliments et des maladies d'origine alimentaire, particulièrement dans les zones rurales. La Branche concentre son assistance sur les améliorations technologiques, l'optimisation des procédés et l'utilisation de sous-produits. Ces centres pilotes de transformation alimentaire sont des moyens robustes de diffusion d'un savoir-faire pertinent en matière d'ajout de la valeur. Les projets et les campagnes de réhabilitation des usines améliorent la qualité du produit et aident les entreprises alimentaires à augmenter leurs revenus et à générer de nouvelles opportunités d'emploi. Pour promouvoir la sécurité alimentaire, la Branche assiste les entreprises dans l'implantation de bonnes pratiques d'hygiène et introduit des systèmes de sécurité alimentaire basés sur l'analyse et la prévention des risques, et la traçabilité. Aussi, dans ses efforts pour aider les pays en voie de développement à étendre leur accès aux marchés, un des objectifs principaux de la Branche est la concordance avec les mesures sanitaires et phytosanitaires.

La technologie alimentaire : clef d'une transformation efficace

À travers la mise à niveau des PME et pour renforcer les liens entre agriculture et industrie dans les pays africains, la Branche met en place des centres pilotes de transformation alimentaire destinés à développer le potentiel de valeur ajoutée des principales productions agricoles locales. Les centres offrent des services de conseil aux agriculteurs pour s'assurer de la qualité des approvisionnements en matières brutes, de la formation des entreprises dans l'utilisation des nouvelles technologies et équipements mis à disposition, pour promouvoir la diversification des produits et faciliter l'accès aux points de ventes. Les centres pilotes destinés à la transformation, mis en place dans des pays en voie de développement tels que le Burkina Faso, la RDC, Madagascar, le Mali, le Sénégal, l'Ouganda et la République unie de Tanzanie, jouent un rôle majeur de catalyseur dans l'objectif global d'augmentation de la sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté. Au Kenya, dans le cadre d'un projet financé par le Japon la Branche met en place trois centres de transformation à Kisumu, Migori et Bungoma spécialisés dans les produits à base de soja. Un objectif clef de ce projet d'assistance technique est d'étudier comment les usines de transformation peuvent encourager la consommation d'aliments nutritifs à base de soja, particulièrement dans les communautés rurales où la malnutrition est souvent causée par un manque de protéines.

En République Populaire Démocratique de Corée, la Branche a aidé à établir une installation laitière spécialisée dans les produits pour enfants. Avec la participation du Centre Autrichien de Technologie Alimentaire de Wieselburg et le Centre International de Hangzhou (Chine) pour les Petites Centrales Hydroélectriques, ce projet représente une combinaison innovante d'approvisionnement en matières premières, de transformation et d'apports en énergie. Depuis son achèvement en 2006, la centrale livre chaque jour ses produits à quelques 800 maternelles et garderies.



L'Initiative pour le Développement de l'Agrobusiness et des Agro-industries en Afrique (3ADI) est un effort multilatéral pour promouvoir et soutenir la mise en place de chaînes de valeur profitables et productives en produits agricoles essentiels dans les pays en voie de développement. Le 3ADI est issu de la Déclaration d'Abuja de mars 2011 qui faisait appel à l'ONUDI, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) et la Banque Africaine de Développement (BAD), pour accélérer le développement de l'agriculture et de ses industries, renforcer la sécurité alimentaire et contribuer à la réduction de la pauvreté dans les pays africains à travers un développement économique durable.

3ADI : créer de la valeur pour les produits agricoles

En étroite coopération avec ses homologues des organisations partenaires, la Branche développe et exécute des projets d'assistance technique visant tous les aspects critiques du développement de l'agrobusiness : ils améliorent les chaînes de valeur, renforcent les technologies de base, font la promotion de moyens innovateurs de financement, stimulent la participation du secteur privé, contribuent au cadre incitatif et à de meilleures infrastructures, et facilitent l'accès au marché.

Les chaînes de valeur prometteuses sont identifiées par les gouvernements locaux, qui en relèvent les contraintes. Ensuite la Branche conçoit et valide avec les parties prenantes les interventions spécifiques qui seront menées pour améliorer l'efficacité de la récolte, la création de valeur ajoutée, la gestion de la chaîne d'approvisionnement ou la promotion des échanges. À ce jour, les études de chaînes de valeur sur les produits prioritaires ont été menées dans plus de vingt pays, dont l'Afghanistan (blé), la République Démocratique du Congo (manioc, huile de palme), Haïti (bananes, tubercules), Madagascar (bio-soie, miel bio), le Rwanda (bétail, lait, cuir), le Sud Soudan (céréales), et la République unie de Tanzanie (viande rouge, noix de cajou).

Dans l'implantation des projets du 3ADI, les agences partenaires de l'ONU s'appuient sur les travaux précédemment réalisés dans le pays. Le projet de développement de la chaîne de valeur des ressources en bétail effectué au Rwanda est un bon exemple. Se reposant sur l'assistance récente fournie dans le secteur – l'élevage (FIDA), les produits laitiers (FAO), et le cuir (ONUDI) – le projet aide à améliorer la performance de petites et moyennes entreprises, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire et à la création d'emploi et d'opportunités entrepreneuriales. La Branche a également fourni son soutien à des petits centres de transformation mis en place par l'ONUDI au Rwanda, tels que le Centre de Formation et de Production de Produits en Cuir de Masaka. Ces centres pilotes par leur duplication à travers le pays aideront à promouvoir l'expansion de l'industrie artisanale.



Un sixième de la population mondiale souffre de malnutrition. Une réduction drastique de la pauvreté et de la faim dans le monde est l'objectif du millénaire pour le développement le plus crucial, et jusqu'ici l'un des plus difficiles à atteindre. Le fléau de la faim et de la malnutrition, nonobstant son coût en termes de souffrance humaine, entrave le potentiel de développement. Le défi auquel sont confrontées toutes les parties prenantes qui oeuvrent à fournir des remèdes efficaces est complexe. Des rendements de culture plus élevés et des pratiques d'élevage plus performantes ne sont pas suffisants pour nourrir dans le monde la part considérable de personnes atteintes par la faim. Pour accroître la sécurité alimentaire mondiale dans tous ses aspects – disponibilité, qualité, accès et stabilité – davantage d'actions doivent s'orienter sur l'intégralité des filières agricoles, du producteur jusqu'au consommateur.

Sécurité alimentaire : déclencher des réactions en chaîne

Énoncé en 2010 dans un communiqué devant le Second Comité de l'Assemblée Générale de l'ONU, le principe qu'un développement agricole sain « demande un processus de transformation rurale holistique, insérant fermement les paysans et les éleveurs de bétail dans la chaîne de valeur, des ressources, à l'industrie de transformation et aux marchés » est à la base de l'assistance de l'ONUDI dans le domaine de la sécurité alimentaire. La contribution majeure de l'Organisation aux efforts mondiaux en vue d'une croissance durable dans l'approvisionnement et l'accès à des aliments sains est basée sur son expertise dans la technologie de la transformation alimentaire, le développement de l'entrepreneuriat rural et l'organisation de chaînes d'approvisionnement et de marchés.

La culture de graines oléagineuses est une longue tradition éthiopienne, par laquelle quelques trois millions d'agriculteurs, meuniers, transporteurs et commerçants gagnent leur vie. En partenariat avec la FAO et l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'ONUDI a mené un projet financé par l'Espagne qui vise à renforcer la performance de la chaîne de valeur de l'huile végétale du pays. En améliorant le système d'approvisionnement en matières brutes, en faisant la promotion du procédé de la transformation pour son efficacité et en facilitant l'accès au financement et aux marchés, le projet veut revitaliser la production locale d'huile comestible, et ainsi, aider l'industrie à faire face aux pressions exercées par les importations bon marché de mêmes produits. À ce jour, 340 agriculteurs et quatre coopératives d'agriculteurs ont reçu une assistance qui s'est traduite par des stocks de semences améliorés, des crédits d'investissement et des formations dans les bonnes pratiques de l'agriculture. Aussi, deux syndicats d'agriculteurs se sont vus attribuer des machines de nettoyage et de classement de semences, et le projet a aidé à constituer deux consortiums d'agriculteurs de 77 membres, dont l'objectif est de réaliser un investissement conjoint pour mettre en place une raffinerie.

L'ONUDI a récemment réalisé une étude de faisabilité pour la mise en place d'une usine de conserves dans la zone de libre échange d'Altanbulag, en Mongolie. Faisant usage du logiciel COMFAR III Expert d'analyse financière de l'Organisation, le projet a servi à évaluer l'opportunité d'un partenariat public-privé, bénéficiant des incitations offertes par la zone de libre échange, qui pourrait mettre à niveau les trois abattoirs de la région avec machines de désossement, et transformerait la grande quantité de viande fournie par les éleveurs de bétail locaux. Avec une capacité de transformation optimale de 17 tonnes par jour, l'usine pourrait accroître de manière significative l'approvisionnement du pays en aliments sûrs et mieux conservés, et exporter vers son voisin russe.



L'ONUDI porte un intérêt particulier à l'impact que les rapides avancées biotechnologiques peuvent avoir sur le développement agro-industriel et l'écologie. Les cultures à haut rendement et les variétés « fortifiées » peuvent contribuer de manière substantielle à la sécurité alimentaire et augmenter l'emploi et les revenus des communautés rurales. Avec des niveaux d'efficacité plus élevés et une empreinte écologique réduite, les procédés biotechnologiques de production jouent un rôle de plus en plus important dans des secteurs industriels tels que l'alimentation, le textile, le cuir et le bois.

La biotechnologie : exploiter le potentiel des bio-ressources

Inauguré en 2010 avec le soutien du Gouvernement de la Région Flamande de Belgique, le Réseau International de Biotechnologie Industrielle a été mis en place par l'ONUDI pour aider les pays en voie de développement à accéder aux nouveaux produits et procédés biotechnologiques. Le Réseau cherche à catalyser les partenariats Sud-Sud et Nord-Sud, avec la participation d'institutions de recherche publiques, d'industries et d'organismes de réglementation, tous partageant une expertise pour déceler des avantages économiques des ressources biologiques inexplorées ou sous-utilisées.

Ayant pour objectifs principaux la sécurité alimentaire et l'acquisition de moyens de subsistance durables dans les communautés rurales, de plus en plus de projets exécutés par la Branche comprennent une importante composante biotechnologique. Un projet en partenariat avec la Banque Mondiale, la Société Financière Internationale et la FAO de revitalisation de l'industrie du coton est sur le point d'être lancé au Ghana. Quelques 100,000 petits exploitants de la zone cotonnière au nord où sévissent les taux de pauvreté les plus élevés du pays, devraient bénéficier d'une plus grande productivité et d'une réduction des coûts de production grâce à l'introduction de nouvelles technologies agricoles dont un type de coton résistant aux insectes et aux herbicides. Ce sera un projet de démonstration dans l'utilisation de sous-produits du coton; il permettra en outre d'identifier les opportunités d'investissement dans la transformation en aval.

La banane, cultivée par 70% de la population agricole, est l'alimentation de base de l'Ouganda. Un projet vise à exploiter le potentiel de valeur ajoutée du fruit, de sa tige et de ses pelures via de nouvelles technologies appliquées aux industries de l'alimentation, du textile, des meubles et du papier. Pour s'assurer de l'approvisionnement durable de ces nouveaux produits, le projet fera la promotion de technologies testées du point de vue environnemental, et utilisées dans les bio-industries soutenant le secteur de la banane ; une intervention importante sera celle de la production et de la diffusion de plantules non-contaminées, qui facilitent la réhabilitation des plantations ravagés par les brûlures bactériennes. Les communautés rurales des régions sélectionnées cultivant les bananes bénéficieront d'une augmentation considérable de l'emploi et des opportunités entrepreneuriales.



Tandis que 75% des pauvres dans le monde vivent en zones rurales, les politiques et les ressources continuent à se concentrer sur le développement urbain avec des effets néfastes tant aux populations urbaines qu'aux populations rurales elles-mêmes : en effet, exploiter la productivité et le potentiel d'entrepreneuriat des communautés rurales est indispensable à une croissance économique résiliente, capable de dégager la population du spectre de la pauvreté.

Les entreprises rurales : rendre ce qui est petit, abondant

Les moyens de subsistance de la majeure partie de la population vivant en zones rurales dépendent d'une agriculture de cultures vivrières à petite échelle, de la pêche, de l'élevage pastoral, du travail salarié dans les plantations et les exploitations agricoles, des activités de service dans les lotissements ruraux. Cependant, des lopins de terre de plus en plus exigus, une productivité agricole faible, des conditions climatiques changeantes et l'érosion des sols contraignent de nombreuses familles vivant en zones rurales à trouver des sources complémentaires de revenus.

Les activités de production rurales hors-ferme peuvent contribuer de manière importante à la création de richesses et au bien-être des communautés rurales. Ainsi, l'ONUDI fait la promotion des stratégies de croissance basées sur la diversification des économies rurales, et la Branche soutient le développement des chaînes de valeur agricoles et facilite la transition des activités économiques informelles vers le secteur formel. Basés sur l'évaluation des ressources et des besoins locaux, les programmes de développement de la chaîne de valeur incluent la mise en place de petites unités pilotes de transformation, de développement des compétences, de transferts technologiques, de conformité aux normes de qualité et de développement de produits.

Un projet en cours au Mozambique vient en aide à des petites entreprises viables situées dans deux quartiers du nord-est du pays, l'île de Mozambique et Mossuril. Des guichets uniques récemment inaugurés assurent l'accès à une information précise, l'enregistrement des entreprises, et les services d'octroi de licences et de taxation, ce qui permet une réduction en termes de coûts et de temps. Les cours d'entrepreneuriat enseignés dans les écoles secondaires et les programmes de formations techniques conçus par le projet augmentent les chances d'auto-emploi chez les jeunes ; plus de 1,500 étudiants y ont déjà participé, grâce à 18 professeurs formés par le projet. En outre, le projet soutient les organisations du secteur privé local pour répondre à une demande croissante pour des services et des produits de qualité, particulièrement dans le secteur du tourisme.



L'impact des conflits ouverts et des cataclysmes naturels dans différentes parties du monde est devenu une préoccupation majeure pour les gouvernements nationaux et les décideurs politiques internationaux. Dans un environnement de troubles et de privation, la détérioration rapide de la sécurité humaine et une augmentation de la vulnérabilité des plus faibles est inévitable. Le tissu socio-économique des communautés y est affaibli et les capacités productives diminuées. Souvent ces pressions mènent à une dislocation des foyers affectant une grande partie de la population. La menace constante de famine, la destruction des infrastructures rurales de base et des moyens de production et la tourmente démographique dans ces régions appellent à des interventions conçues pour aider à reconstruire les bases mêmes de la vie rurale et à garantir un développement durable à travers une augmentation de la productivité, de l'emploi et des opportunités entrepreneuriales.

La sécurité humaine : aider là où cela est nécessaire

L'ONUDI prêle son soutien à ses partenaires nationaux en mobilisant et en fournissant les moyens nécessaires pour faire face à ces défis. En Afghanistan, en Arménie, en République Démocratique du Congo, en Iraq, au Soudan et ailleurs, la Branche travaille avec les communautés frappées par la crise au développement et à la mise en oeuvre d'initiatives sur mesure, pour améliorer les opportunités de production et les niveaux de vie. L'un des principaux objectifs de l'assistance fournie est de venir en aide aux catégories les plus vulnérables de la population : les femmes et les jeunes, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les réfugiés et les rapatriés, les anciens combattants et les agriculteurs les plus pauvres.

Une grave récession causée en partie par une transition difficile vers une économie de marché ainsi qu'un conflit extérieur n'ont fait qu'empirer en Arménie les conditions de vie déjà précaires des catégories les plus vulnérables de la population, en particulier les réfugiés et les femmes. Dans le cadre d'un programme d'assistance de l'ONU dans les provinces de Kotayk et de Gegharkunik, la Branche fait la promotion de l'entreprenariat à petite échelle, facilite l'accès au crédit et aide à améliorer les services communautaires. Plus de 100 personnes, dont la plupart appartiennent aux groupes défavorisés, ont été formés en gestion de petites entreprises, et 27 projets d'entreprise dans le commerce de détail, la transformation alimentaire et les soins de santé, ont reçu des prêts sur sept ans issus d'un fonds de soutien destiné aux PME, et établi par le projet. Quatre fournisseurs de services communautaires, dont une maison de réfugiés et une maternelle, ont été réhabilités ou ont bénéficié de nouveaux aménagements.

Le Soudan, déchiré par la guerre, a bénéficié du projet Compétences pour la Paix et les Revenus qui a contribué à la réhabilitation des moyens de subsistance des jeunes hommes et femmes déplacés de l'État du Sud Kordofan vivant dans les bidonvilles de l'État de Khartoum. Financé par le Gouvernement du Japon, le projet a donné lieu à 21 formations dans quatre écoles professionnelles, auxquelles ont assisté 353 adolescents. Le programme comprenait une formation de compétences techniques telles que la soudure, le carrelage, la peinture en bâtiment et la réparation des appareils électriques, et des cours en gestion de petites entreprises. Les experts de l'ONUDI ont également fourni des conseils d'orientation professionnelle et une assistance pour le développement d'incubateurs d'entreprises.



Les femmes représentent 70% de la main d'oeuvre et produisent 80% de la nourriture dans la plupart des pays en voie de développement, surtout en Afrique. Malgré leur contribution importante au développement socio-économique, elles rencontrent diverses contraintes qui les empêchent de réaliser leur plein potentiel. Un des obstacles principaux auquel elles font face en tant qu'entrepreneurs est l'accès inégal aux ressources et aux services tels que la finance et les opportunités de formation.

Les femmes en affaire : principaux défis à relever

Les jeunes issus des pays en voie de développement rencontrent souvent des obstacles dans leurs aspirations entrepreneuriales, du fait principalement de la rareté des opportunités d'acquisition de compétences techniques adéquates et de savoir-faire en matière de gestion. La conséquence est que beaucoup de jeunes hommes et femmes se cantonnent à des emplois peu gratifiants de travailleurs non qualifiés, loin de toute participation au développement économique du pays.

Pour faire face à ces défis, l'ONUDI applique des stratégies d'intégration qui aident les femmes et les jeunes à réaliser leur potentiel économique et à améliorer leur niveau de vie. Le développement de l'entrepreneuriat chez les jeunes et les formations techniques sont un objectif prioritaire, qui occupe une grande part de l'assistance accordée par la Branche, pour préparer les jeunes hommes et femmes à des emplois ou à de l'auto-emploi dans les métiers pour lesquels il y a une forte demande au niveau des marchés locaux. Alors que toutes les initiatives et les interventions de la Branche promeuvent l'égalité des sexes, quelques projets sont conçus spécifiquement pour aider les femmes à réussir en tant que propriétaires de petites entreprises dans les secteurs dans lesquels elles comptent pour la majeure partie de la main d'oeuvre, et peuvent souvent capitaliser sur l'héritage culturel.

Un projet pour favoriser l'intégration des femmes lancé au Pakistan en 2010 a aidé plus de 500 femmes venant de communautés pauvres vivant en zones rurales et semi-urbaines à monter ou à améliorer leur petite entreprise. En plus du savoir-faire en termes de gestion d'entreprise, les bénéficiaires ont reçu une formation en techniques de production, en conception de produit et en innovation des travaux de marbre et de mosaïque, de bijoux et de textiles d'ameublement et de mode. Le projet a également assisté les universités locales et les institutions d'appui privées dans le renforcement de leurs compétences de développement technique et entrepreneurial, et la Première Banque des Femmes du Pakistan a apporté sa contribution en facilitant l'accès au crédit à travers des centres de croissance des entreprises établis par le projet.

Les industries créatives ont un potentiel de croissance important, lorsqu'il est soutenu par des politiques adéquates et des programmes de développement. En art, architecture, artisanat, design industriel, mode, cinéma, publicité, les médias, etc., les gouvernements, les universités et les entreprises du monde entier font la promotion des efforts entrepreneuriaux comme source d'innovation et de revenu.

Les industries créatives : capitaliser sur l'héritage culturel

Le développement des actifs créatifs est un secteur émergeant dans les pays en voie de développement. Cependant, il y a beaucoup d'obstacles qui affectent la croissance des petites et moyennes entreprises des industries créatives, et la plupart de ces entraves sont dues à la taille de l'organisation, l'isolation fréquente des petites entreprises et l'environnement institutionnel. Pour aider à relever ces défis, la Branche fournit une assistance sur trois niveaux : une offre de conseils aux décideurs politiques dans la mise en place d'un environnement réglementaire favorable ; un soutien dans le renforcement des compétences aux prestataires de services aux entreprises ; et des services techniques et de gestion directement dirigés vers les entrepreneurs futurs et existants.

Les activités économiques associées à l'héritage culturel du pays sont des instruments de croissance importants, surtout pour les petites et moyennes entreprises. Cet état de fait a inspiré des initiatives au succès notable, telles que l'incorporation de motifs traditionnels éthiopiens dans des accessoires en cuir. Mené dans le cadre d'un programme ONUDI financé par l'Italie de mise à niveau du secteur du cuir et des produits en cuir éthiopiens, le projet a sélectionné des modèles d'artefacts traditionnels, ainsi qu'un choix de matériaux en plus du cuir, tels que textiles, métaux et perles, qui ont par la suite donné lieu à la mise en place d'ateliers visant à améliorer les compétences des créateurs locaux. Douze petites entreprises ont participé au développement d'une collection constituée principalement de sacs pour femmes étiquetés « Tatyu – Made in Ethiopia ». Des échantillons de collection ont été présentés lors d'un événement promotionnel à Londres, qui leur a valu du Times le commentaire suivant : « des réactions très positives [des créateurs et des grands magasins] », tandis que le quotidien loue également l'ONUDI pour son soutien dans le « développement de la première marque d'accessoires de luxe affiliée au commerce équitable. » La collection promotionnelle Tatyu a été présentée lors de Première Classe, salon parisien prestigieux d'accessoires, et a reçu des pré-commandes de détaillants de la mode de renom basés à Londres, Milan et Paris. Le magazine Trade Forum International a félicité les « accessoires décoratifs et colorés » considérés comme « un métissage unique de design ethnique et moderne chic. »

Dans le cadre du programme de l'UNESCO/PNUD/ONUDI pour les industries créatives, la Branche mène un projet de démonstration qui a pour objectif d'exploiter le potentiel des textiles traditionnels du Bhoutan. Des résultats encourageants, tels que de nouveaux emplois et des opportunités entrepreneuriales, principalement pour les femmes vivant en zones rurales, et des revenus additionnels issus du tourisme ont conduit à l'expansion actuelle de l'initiative qui couvre maintenant l'alimentation traditionnelle, ainsi que le travail du bois et autres artisanats.

Orientations d'avenir: des partenariats transcendant secteurs public et privé

Le rôle considérable de l'agrobusiness dans la création de richesses dans les pays en voie de développement est largement reconnu. La croissance du PIB induite principalement par les exportations de pétrole, de minéraux et de produits agricoles à l'état brut n'a pas réussi à réduire la pauvreté. Afin d'accélérer une dynamique de croissance et développement durables, un processus de transformation rurale est nécessaire pour accroître la valeur économique des produits agricoles et créer des opportunités d'emploi non-agricoles dans des secteurs tels que la transformation, la logistique, la finance, le marketing ou la gestion de la qualité. L'agriculture doit être vue comme une industrie moderne caractérisée par ses apports scientifiques, technologiques et gestionnaires propres : le centre de gravité de l'assistance au développement doit dépasser le cadre de l'agriculture pour se tourner vers l'agrobusiness.

Dans une chaîne de valeur d'agrobusiness, les acteurs sont les agriculteurs et les commerçants ; les fournisseurs d'engrais, de pesticides et de semences ; les entreprises de service public ; les transporteurs et les transformateurs ; les fournisseurs de technologie et de financement rural. Une coordination mobilisée des ressources est requise pour améliorer la productivité des dotations en ressources et en facteurs de production – terre, main d'oeuvre et technologie. Ceci implique renforcer les compétences et le savoir-faire dans des domaines tels que la gestion et le marketing ; le capital, via le financement et l'investissement ; l'adoption de contrôles de la qualité et des mesures d'hygiène alimentaire ; et l'introduction de nouvelles technologies adaptées.

La plupart de ces ressources sont aujourd'hui détenues par le secteur privé. Les flux d'investissement privé (à la fois domestique et extérieur) dirigés vers les pays en voie de développement se sont accrus de manière régulière ; en 2008, les investissements fixes du secteur privé effectués vers l'Afrique sub-saharienne représentaient plus de trois fois le volume de l'assistance officielle au développement. Plusieurs fonds ont été mis en place en réponse à l'intérêt croissant porté par les investisseurs privés sur le potentiel de l'agrobusiness du monde en développement. Ces fonds offrent une palette de produits structurés, entre prêts et participation au capital, avec des taux de risque variés, et ciblant une clientèle allant des petits exploitants agricoles jusqu'aux grandes entreprises.

Les services offerts aux investisseurs dans le domaine de l'agrobusiness incluent le développement d'une banque de projets potentiellement éligibles pour le financement privé ; le partage d'informations de base sur l'agrobusiness et ses chaînes de valeur ; la promotion de sources innovantes de financement et de création de liens entre financement privé et projets de développement ; et l'identification de synergies entre le financement privé et les projets d'investissement public. Lors de l'étape de post-investissement, l'assistance au développement réduira les coûts de transaction dans l'agrobusiness, tout en soutenant les petits exploitants agricoles en organisant l'offre dans les communautés rurales ; en développant si nécessaire des schémas de contractualisation ; en renforçant les capacités de transformation des PME rurales et en améliorant leur productivité, et la qualité et l'uniformité de leurs produits ; et en facilitant la gestion des chaînes d'approvisionnement à travers l'introduction de mécanismes de traçabilité.



Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Le Directeur, Branche du Développement de l'Agrobusiness de
l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
P.O. Box 300, 1400 Vienne, Autriche
Téléphone : (+43-1) 26026 3690. Fax : (+43-1) 26026 6849
E-mail : agribusiness@unido.org



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Centre international de Vienne, Boîte postale 300, 1400 Vienne, Autriche

Téléphone : (+43-1) 26026-0. Télécopieur : (+43-1) 26026-6849.

Courrier électronique : unido@unido.org Adresse Internet : <http://www.unido.org>